

Sahara occidental : Amnesty exhorte le Maroc à mettre fin aux attaques contre Sultana Khaya

LONDRES

Publié dans Algérie Presse Service le 01 - 12 - 2021

L'organisation Amnesty International (AI) a exhorté le Maroc à mettre fin aux attaques brutales contre la militante sahraouie Sultana Khaya, dénonçant le silence de l'ONU par rapport à ses appels à élargir la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), à la surveillance des droits de l'homme dans les territoires occupés.

Dans une lettre publiée mardi sur son site, AI exhorte le gouvernement d'Akhannouch à "mettre immédiatement fin aux attaques brutales contre Sultana Khaya et sa famille et à mener une enquête rapide, approfondie, indépendante, impartiale, transparente et efficace sur l'usage abusif de la force et les attaques contre sa personne et sa famille, y compris le rapport de viol et d'agression sexuelle, et veiller à ce que les personnes soupçonnées soient traduites en justice dans le cadre d'un procès équitable".

Dans sa lettre, Amnesty demande en outre au gouvernement marocain de "s'assurer que Sultana Khaya et sa famille aient accès à la justice, aient droit à l'indemnisation adéquate et de garantir la fin des violations des droits de l'homme dont elles sont victimes". AI appelle aussi le Maroc à "mettre immédiatement fin à l'assignation à résidence arbitraire visant Sultana Khaya et sa famille et respecter leurs droits à la liberté de mouvement, d'expression et d'association".

Dans sa missive, l'ONG rappelle que le 15 novembre, des membres des forces de sécurité marocaines en civil ont fait irruption dans la maison de la militante. Ils l'ont violée et abusé sexuellement de ses sœurs et de sa mère de 80 ans.

Amnesty note à ce propos que les forces de l'occupation n'en sont pas à leur première violation. Elles ont commis "des actes de torture et d'autres mauvais traitements" contre Sultana Khaya. Des membres de sa famille et des visiteurs également ne sont pas épargnés. En mai 2021, des membres des forces de sécurité ont fait une descente au domicile de Sultana Khaya pour l'agresser, violer sa sœur et les laisser par la suite sans électricité. Sultana Khaya a déclaré à Amnesty International qu'elle s'était retrouvée avec des blessures dues au viol. Elle n'est pas allée voir un médecin, car empêchée de sortir de chez elle. Cette défenseur du droit des Sahraouis à l'autodétermination a été assignée à résidence depuis novembre 2020 par les autorités de l'occupation qui n'ont jamais présenté une justification de cette mesure arbitraire.

"La privation de liberté, y compris l'assignation à résidence, est arbitraire lorsqu'elle résulte de l'exercice de droits de l'homme, y compris les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique", souligne l'ONG.

La détention illégale de Sultana Khaya et de sa famille s'inscrit dans le cadre d'une répression plus large menée par les autorités marocaines sur les militants sahraouis et les voix appelant à l'indépendance du Sahara occidental. Un nombre croissant de militants sahraouis ont fait l'objet d'attaques ciblées commises l'année dernière par les forces de sécurité, loin des médias internationaux, fustige l'ONG.

AI relève que ces dernières années, l'accès au Sahara occidental est devenu de plus en plus difficile pour les observateurs étrangers, "car la situation des droits de l'homme s'est détériorée". En 2020 (année de la reprise de la lutte armée), les autorités marocaines ont empêché au moins neuf avocats, militants, hommes politiques et journalistes d'accéder au Sahara occidental. "Le Conseil de sécurité de l'ONU a ignoré les appels d'Amnesty International et d'autres à ajouter une composante des droits de l'homme à la MINURSO, qui permettrait de surveiller et de signaler les violations des droits humains", regrette par ailleurs l'ONG.